

Convention collective

IDCC : 8733. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
ET CUMA
(TARN ET HAUTE-GARONNE)
(11 décembre 1987)**

(Etendue par arrêté du 15 mars 1988,
Journal officiel du 24 mars 1988)

AVENANT N° 46 DU 10 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0797167M*

IDCC : *8733*

Entre :

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires du Tarn ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires de la Haute-Garonne ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole du Tarn ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Haute-Garonne,

D'une part, et

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles du Tarn CGC ;

L'union départementale du Tarn CFDT ;

L'union départementale du Tarn CGT-FO ;

L'union départementale du Tarn CGT ;

L'union départementale de la Haute-Garonne CGT ;

L'union départementale de la Haute-Garonne CFDT ;

L'union départementale de la Haute-Garonne CGT-FO ;

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles de la Haute-Garonne CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 33 de la convention collective susvisée, intitulé : « Déplacements

professionnels. – Rémunérations du temps de transport. – Remboursements de frais » est modifié comme suit :

B. – Rémunérations du temps de transport

(En euros.)

DISTANCE DU SIÈGE DE L'ENTREPRISE au chantier	MONTANT DE L'INDEMNITÉ de trajet
0 à 5 km	0,91
5 à 10 km	1,67
10 à 20 km	3,50
20 à 30 km	4,46
30 à 40 km	5,92
40 à 50 km	7,54

C. – Remboursements de frais

1° Dans le cadre du petit déplacement

a) Remboursement de repas

Une indemnité journalière forfaitaire de repas d'un montant de 9,50 € est allouée au salarié en déplacement.

b) Remboursement des frais de transport

(En euros.)

DISTANCE DU SIÈGE DE L'ENTREPRISE au chantier	MONTANT DE L'INDEMNITÉ
0 à 5 km	1,13
5 à 10 km	2,55
10 à 20 km	5,15
20 à 30 km	7,63
30 à 40 km	10,30
40 à 50 km	13,19

Le reste de l'article est inchangé.

Article 2

Le présent avenant s'applique à compter du 1^{er} juillet 2007.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 4

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et 5 autres exemplaires seront déposés, conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles, 29, avenue F.-Verdier, 81000 Albi.

Fait à Albi, le 10 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)